

Jacques Semelin

Conférence
prononcée au MuCEM
le 12 juin 2015



Jacques Semelin



Je vous parle
d'un pays qui a peur...

Conférence
prononcée au MuCEM
le 12 juin 2015

Je vous parle d'un pays qui a peur, ou du moins qui se sent très inquiet quant à son avenir. Vaudrait-il mieux parler d'une angoisse collective ? En principe, la peur est objective : elle constitue un réflexe de survie face au danger. Tandis que l'angoisse, elle, est diffuse, plus insaisissable, subjective. Disons que ce pays est à la fois traversé par la peur et l'angoisse. Et qu'il doute de lui-même.

Je vous parle d'un pays qui se sent en déclin. Il y a des raisons objectives à cela : il n'y a plus assez de travail pour tout le monde. On ne voit plus le bout du tunnel. Ses millions de chômeurs s'y sentent oubliés, exclus d'une société où se creusent les inégalités. Les jeunes y trouvent de moins en moins leur place. Sans formation ou presque, ils végètent. Certains d'entre eux basculent dans un business illégal. D'autres, qui ont pourtant fait des études, ne trouvent pas d'emploi intéressant et décident de partir à l'étranger pour tenter leur chance.

Je vous parle encore d'un pays où l'on ne fait plus vraiment confiance aux dirigeants politiques. Dans le passé, on a voté pour eux car on croyait à leurs discours. Mais on n'a pas été payé en retour. Où sont donc les emplois qu'ils promettaient ? On a le sentiment d'avoir été trompé, voire trahi. Conséquence : au lieu de la prospérité économique attendue, c'est le ressentiment qui prospère et se transforme peu à peu en sourde colère.

Je vous parle d'un pays qui a peur du changement, qui se crispe sur ses avantages acquis et voudrait se fermer à l'extérieur.

Je vous parle d'un pays qui se sent envahi par des étrangers. C'est entendu : ils fuient la misère, mais ils viennent manger notre pain, dit-on, et profiter de notre système de santé. Et en plus, ils n'ont pas la même religion que nous.

Dans ce pays, ça sent la guerre, la guerre sociale, mais aussi la guerre politique. Certains le pensent et le disent ouvertement : il faut donner un bon coup de balai et remettre de l'ordre dans tout ça. La guerre ? Elle n'est d'ailleurs pas si loin, de l'autre côté de la frontière, à moins que ce ne soit de l'autre côté de la mer. Or la guerre, ces guerres, suscitent encore d'autres flux de réfugiés, pas seulement ceux qui fuient la misère, mais aussi ceux qui fuient les bombes. Certains vont jusqu'à commettre des actes de guerre dans nos propres villes. Le comble est qu'ils ont grandi chez nous et qu'ils y reviennent pour y faire des attentats. On les appelle des terroristes, mais eux ne se perçoivent pas ainsi : ils sont en guerre. Résultat ? Ces actions font monter encore plus la peur et l'angoisse. On ne sait vraiment pas de quoi sera fait demain.

Pour y mettre un frein, on entend dans ce pays en proie à une profonde crise identitaire des discours de plus en plus extrêmes qui se vantent d'apporter La solution. Ils sont le fait de leaders politiques, de journalistes, d'artistes ou d'intellectuels. Ils affirment parler au nom du peuple qui se sent abandonné et trahi. Ils proposent une lecture du malheur de ce peuple pour le séduire et en devenir les chefs. Ce discours du salut est toujours à peu près le même, quel que soit le pays

dont on parle. C'est un discours de la clôture identitaire. D'un Nous triomphant qui se dresse contre un Eux malfaisant, cause de notre malheur. Il s'enracine sur une plainte, sur la mélancolie d'un âge d'or perdu. C'est un discours de la victimisation. Nous sommes des victimes de l'Histoire, nous qui avons connu la grandeur.

Mais cette fois-ci, ils ne nous auront pas ! Pour cela il faut croire en nous, en notre peuple, en notre nation, en notre race, en notre religion... Alors nous saurons redresser notre pays, recouvrer notre honneur et notre gloire. Ce discours n'est efficace que s'il polarise la société contre un Eux perçu comme un ennemi, dont il est aisé de différencier deux figures.

La première est celle de l'autre en trop. Notre pays est dans une situation grave. Mais si on commençait par se débarrasser de ces gens-là, on aurait peut-être pas tout résolu, mais ça irait mieux. Tout dépend du pays et de l'époque dont on parle : ce « trop » de l'Autre peut être le Musulman, le Juif ou le Chrétien. Ce trop de l'autre est aussi quantitatif : il est trop nombreux. Il a tendance à faire trop d'enfants, à pulluler.

La seconde figure de l'ennemi est celle du suspect. Celui-là nous ressemble. Il est parmi nous, mais il complot. Il affirme qu'il est pour la révolution, mais c'est un traître. Il semble partager notre mode de vie, mais il se prépare à nous attaquer. C'est un ennemi dormant qui tôt ou tard va révéler son vrai visage. Chacun devient alors potentiellement suspect. Ainsi le Nous et le Eux se nourrissent-ils mutuellement et polarisent les esprits.

Ces modes de pensée, et surtout celui de l'autre en trop, lié au racisme et à la xénophobie, circulent dans n'importe quelle société, quel que soit son régime politique. C'est une manière de se défendre contre la différence et d'expliquer le monde. En situation de crise, ces modes de pensée peuvent séduire et rassurer de plus en plus d'individus. La figure du suspect se propage, d'autant plus quand le pays est en guerre. Dans des sociétés qui sont habitées par l'angoisse du lendemain, ces discours du Eux contre le Nous peuvent gagner les esprits. On le devine, cette évolution est potentiellement incendiaire.

Certes, elle peut être en partie efficace comme traitement d'un imaginaire collectif en souffrance, mais elle est illusoire dans le réel, ne pouvant que causer malheurs et violences. Elle conduit au massacre, sinon au génocide. Cette focalisation de l'attention sur un groupe défini comme ennemi permet de surmonter la peur : désormais vous savez qui haïr. Ce n'est donc pas la haine qui engendre la peur, c'est la peur comme émotion légitime ou exagérée qui se sédimente en haine. Comme vous savez qui haïr, vous n'avez plus vraiment peur.

Qui a mieux parlé que Georges Bernanos de cette alchimie entre la peur et la haine au moment de la guerre d'Espagne ? La peur, la vraie peur est un délire furieux ; de toutes les folies dont nous sommes capables, elle est assurément la plus cruelle. Rien n'égale son élan, rien ne peut soutenir son choc. La colère, qui lui ressemble, n'est qu'un état passager, une grosse dissipation des forces de

l'âme. De plus, elle est aveugle. La peur au contraire, pourvu que vous en surmontiez la première angoisse, forme avec la haine un des composés psychologiques les plus stables qui soit.

Évitons pourtant tout déterminisme. Il y a des discours incendiaires qui n'enflamment rien du tout ou pas grand-chose. Tout dépend du contexte national et international du pays en question. Même si un pays connaît une grave crise économique, il n'est pas inscrit dans l'histoire des sociétés qu'elles soient vouées à un tel désastre. D'abord, parce qu'il est toujours des hommes et des femmes qui se lèvent pour dire non. Ils disent : « Pas ça, plus ça. »

Qu'ils se nomment Germaine Tillon ou Pierre Brossolette, ils veulent « faire quelque chose » et adoptent la figure du résistant. La peur ? Ils n'en parlent guère. En se lançant dans l'action, ils se libèrent de la peur. Sans doute acceptent-ils de faire don de leur vie au nom des valeurs de liberté et de justice.

Des artistes, des écrivains sont toujours parmi les premiers à exprimer cette aspiration à la liberté. À travers leur plume, leur dessin, leur peinture, ils cherchent à briser les murs de la peur et du mensonge. Des journalistes aussi, quand ils trouvent le courage de raconter les horreurs qui se passent dans leur pays. Pensons aux mots du journaliste algérien, Tahar Djaout, qui se battait dans son pays en proie aux massacres durant les années 1990 : « Si tu parles, tu meurs, si tu te tais, tu meurs, alors dis et meurs ».

Certes, quand on vit dans une dictature, quand la terreur est partout, il semble quasi impossible de faire quelque chose. Aller manifester ? On risque de se faire arrêter tout de suite, de se retrouver en prison et, peut-être, de disparaître. Mieux vaut éviter.

Pourtant, certains vont oser. Qui aurait pu croire, par exemple, que les femmes d'Argentine, que l'on a appelées les « Folles de la Place de Mai », auraient pu défier en 1978 la politique terroriste de la junte du général Videla parvenue au pouvoir en 1976 ? Les militaires avaient tout prévu, ils avaient inventé une nouvelle politique de la peur, que dis-je, de la terreur, fondée sur la disparition. On arrêtait les opposants au régime et on ne donnait aucune nouvelle de leur sort. Étaient-ils en prison ? Avaient-ils été tués ? Leurs familles et amis n'en savaient rien. C'était là un moyen très efficace d'instiller un sentiment diffus et permanent de terreur dans la population. Sauf que, à la longue, des femmes ont cherché à avoir des nouvelles de leurs maris, de leurs compagnons ou de leurs fils. Et un jour, elles ont osé manifester. Il était interdit de se rassembler sur la place principale de Buenos Aires. Qu'à cela ne tienne, elles ont marché autour de cette place en petits groupes et comme ça elles avaient moins peur. On sait la suite.

Plus proche de nous, qui aurait pu penser que de l'autre côté de la Méditerranée, des Tunisiens allaient trouver le courage de manifester contre le régime de Ben Ali au pouvoir depuis 23 ans ? Voici un pays en proie aussi à une grave

crise économique, où le chômage touche nombre de jeunes. Mais au lieu de céder à la peur et au populisme, nombre de Tunisiens ont su affirmer leur dignité à travers un surprenant mouvement de résistance civile : quatre semaines de manifestations continues, amplifiées par une grève générale, ont provoqué la fuite de Ben Ali. Certains observateurs ont alors parlé du printemps de Tunis en ayant à l'esprit le Printemps de Prague de 1968. Ils faisaient le rapprochement entre l'immolation de Mohamed Bouazizi et celle d'Ivan Pallach en 1969. Mais cette mobilisation inattendue des Tunisiens en 2011 est bien davantage à mettre en rapport avec celle des Allemands de l'Est en 1989, qui a conduit à la chute du mur de Berlin.

En voici d'autres qui ont su vaincre leur peur. Pas seulement le jour de l'ouverture du mur le 9 novembre. Mais bien davantage dans les semaines et mois qui ont précédé, quand ils ont eux aussi osé manifester dans les rues de Leipzig, d'Iéna ou de Berlin. Croyez-moi, ils sont sortis la peur au ventre de l'église Saint-Nicolas pour défier la répression de la Stasi. C'était un événement incroyable dans cette partie de l'Allemagne, qui n'avait pas connu de protestations publiques de masse depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, à l'exception des deux jours de grèves ouvrières en juin 1953. On pensait que ces Allemands de l'Est étaient complètement abrutis par des décennies de propagande communiste. Preuve du contraire ! Ils ont alors initié un processus politique qui a conduit à l'effondrement de la partition stratégique du continent européen. Comme quoi, l'Histoire se charge parfois de démentir les jugements les plus pessimistes, décrits comme les plus « réalistes », quand à la conduite des hommes et des sociétés. Il est vrai que le fait que Michael Gorbatchev ait été alors au pouvoir à Moscou a facilité les choses... Mais encore fallait-il initier le mouvement, ce que les Allemands de l'Est ont fait, suivant en cela les Polonais de Solidarnosc.

Ces mouvements historiques de résistance non-violente, je préfère parler de résistance civile, donnent une vision plus réconfortante de notre humanité. Ils ne constituent évidemment pas une panacée, dans la mesure où la répression peut les disloquer, voire les anéantir. Un exemple parmi d'autres : en 2009, les manifestations de masse à Téhéran pour protester contre la réélection en Iran du président Mahmoud Ahmadinejad témoignent d'un tel échec. Au cours de ces semaines de mobilisation, des jeunes ont su faire un usage subversif des nouvelles technologies de communication, de leurs téléphones portables en particulier, pour communiquer entre eux, se donner des consignes, etc. Ils ont fait alors preuve d'un courage admirable et certains y ont laissé leur vie. Cet immense espoir de changement a donc tourné à la tragédie.

Est-il besoin aussi de souligner que les supposés printemps arabes ont tourné au fiasco, hormis pour la petite Tunisie, dont la trajectoire inédite reste cependant fragile. Les Égyptiens ont certes commencé par suivre la voie ouverte par les Tunisiens, mais ils se retrouvent maintenant sous le joug d'une nouvelle

dictature militaire. Quant aux Syriens, le début timide d'une résistance civile a vite été balayé par la terreur du pouvoir. Le Moyen-Orient se trouve à nouveau plongé dans la guerre et les massacres en série contre des Musulmans, des Chrétiens et les Yéménites, impulsés entre autres par le groupe État islamique.

Dans ces situations de violence extrêmes, n'y a-t-il donc plus aucune place pour des actes non-violents d'entraide et de solidarité ? Face au génocide, que peut faire la résistance civile ?

Examinons pour finir les scénarios de l'extrême, qui conduisent aux guerres d'extermination. La figure de l'autre en trop ? La figure du suspect ? On n'est plus ici dans le discours, on est dans le passage à l'acte : jusqu'au bout. Purifier et détruire ; voilà le programme. Comme pour les Arméniens en 1915-1916 ? Comme pour les Juifs européens entre 1941 et 1945, comme pour les Tutsis au Rwanda en 1994.

Mais dans ces situations de l'extrême, il y en a toujours quelques-uns qui tentent de faire quelque chose. Quelques hommes et femmes qui ne se joignent pas à la meute. Sans mot dire, ils se tiennent de côté. Dans le secret et le risque, ils veulent aider plus que dénoncer, protéger plus que détruire. Qui sait même si ceux-là qui participent au carnage ne tentent pas aussi parfois de sauver ? Ce ne serait pas la première fois que l'être humain démontre son étonnante faculté à adopter des conduites équivoques, voire contradictoires.

On les qualifie parfois de Justes en référence à la distinction mémorielle proposée par l'État d'Israël en 1953. Cette notion de Juste a eu le mérite d'attirer l'attention des historiens sur des comportements qu'ils n'avaient pas vus. D'inspiration religieuse, elle ne peut pas vraiment nous aider à comprendre la complexité des comportements et des situations d'entraide envers les persécutés.

Prenons le cas de la France. En dépit du fait que celle-ci avait un gouvernement collaborateur et antisémite, les trois quarts des Juifs y ont pourtant survécu, soit environ 220 000 personnes. Aucun historien ne le conteste, mais cette réalité est largement ignorée des Français dans la mesure où presque aucun film ou documentaire pour la télévision ne tente de l'expliquer au grand public. C'est un point quasi aveugle de notre mémoire nationale. Il est vrai que les présidents Chirac et Hollande ont pu faire allusion au fait que 75 % des Juifs avaient survécu en France, mais en l'expliquant par l'action des Justes. Or, ces derniers sont un peu moins de 4 000 à être reconnus en France. Ce n'est pas leur action, fut-elle admirable, qui peut expliquer la survie de plus de 200 000 personnes. J'ai tenté d'expliquer ce paradoxe français dans mon dernier livre, en mettant en avant plusieurs facteurs.

L'un de ceux-ci est la multiplication de petits gestes d'entraide envers les persécutés de la part de Français non juifs, surtout entre 1942 et 1944. Après l'obligation allemande du port de l'étoile jaune, des inconnus avaient déjà

exprimé dans la rue des gestes de sympathie et de soutien envers des passants juifs (cf. le *Journal* d'Hélène Berr). Lors de la « rafle du Vel d'Hiv », certains tentent d'aider des Juifs en leur offrant une cachette, en facilitant leur fuite. C'est une concierge, un policier, un voisin, un passant... Ils prennent l'initiative d'un geste, d'un acte, simple ou audacieux.

Est-ce qu'ils ont peur? Parfois oui. Ils ont surtout l'impression de ne faire que leur « devoir ». Ils réagissent dans l'urgence en être humain portant assistance à un autre être humain. Alors, pour une minute décisive, pour quelques heures, cette personne s'interpose en quelque sorte entre le chasseur et le chassé. Dans certaines situations critiques, ce sont des mots brefs : « Ne rentrez pas chez vous », « surtout tournez à droite » qui, si on a bien voulu les croire, protègent de l'arrestation. Alors ils sauvent une vie, au moins pour cette fois. En d'autres cas, on gardera le silence sur la présence d'un étranger au village. C'est le silence de la non dénonciation. Combien de fois ai-je entendu dans mon enquête : « Ils savaient qu'on était juifs mais ils n'ont rien dit ».

Nombre de témoins juifs attestent de la diversité de ces petits gestes dont ils ont pu bénéficier. De leurs récits se dégagent quatre personnages clés leur ayant fourni une aide plus ou moins éphémère : l'ange-gardien, l'hôtesse, le faussaire et le passeur. Certains ont été déclarés « Justes », mais ce n'est pas le cas de la majorité. Relisons *Un sac de billes* de Joseph Joffo qui raconte les « aventures » de deux gamins juifs (lui et son frère) pour survivre dans la France occupée. On y croise bien ces quatre personnages intervenant dans leur vie de galère, dont ce curé rencontré par hasard dans un train, qui au moment fatidique d'un contrôle d'identité, déclare : « Ces deux enfants sont avec moi ». Les frères Joffo sont aussi très débrouillards pour gagner un peu d'argent et payer un passeur.

D'aucuns ont pu aussi aider des Juifs alors qu'ils déclarent ne pas les aimer, à en croire par exemple le témoignage bouleversant de Marthe Hoffnung. Juive polonaise, elle sollicite l'aide d'un prêtre, Christian de Chaunac, pour passer la ligne de démarcation avec toute sa famille. Au premier contact, celui-ci lui déclare : « Je vous aiderai, mais les Juifs ne m'ont jamais inspiré aucune confiance ». La compassion l'emporte alors sur la stigmatisation.

Ceux qui aident ainsi les Juifs prennent-ils des risques? Oui et non. Certainement quand ils les aident à franchir la ligne de démarcation ou une frontière. Mais il faut le souligner, le fait d'aider des Juifs en France est peu, voire pas du tout sanctionné par les polices françaises ou allemandes. Cette réalité est fort peu connue.

À cet égard, la situation de la France occupée n'a rien à voir avec celle de la Pologne par exemple : dans ce pays, qui est pris à cacher un Juif est exécuté sur le champ avec sa famille.

Aujourd'hui, on peut affirmer que ceux dont le seul engagement a été d'aider et de protéger des Juifs en France n'avaient en général pas à redouter de graves

représailles. Mais qu'en savaient-ils eux-mêmes à l'époque ? Comment pouvaient-ils l'imaginer, alors que « le Juif » était partout stigmatisé par les nazis et Vichy ? Je cite par exemple le témoignage d'une religieuse, Denise Bergon, qui a caché des enfants juifs dans son couvent de Notre-Dame de Massip (Aveyron). Elle se rappelle : « Souvent la nuit, je faisais des cauchemars. Je me voyais devant un peloton d'exécution. Je comprenais bien que si on savait que nous cachions des enfants juifs, il m'arriverait quelque chose. »

Par conséquent, gardons-nous de relativiser, voire de dévaloriser l'action de ceux qui sont venus en aide aux personnes persécutées comme juives. Qu'aurions-nous fait à leur place ?

À l'image de cette religieuse, nous avons tous aujourd'hui à faire preuve d'une résistance de l'intime pour juguler notre peur. Nous pouvons, il est vrai, choisir de suivre ceux qui cherchent à entretenir la peur pour mener une politique de rupture, en s'appuyant sur ce que j'ai appelé les discours de la fermeture et du rejet, pour parvenir au pouvoir.

Mais gardons à l'esprit ce sage avertissement du Cardinal de Retz au XVII^e siècle : « De toutes les passions, la peur est celle qui affaiblit le plus le jugement ». Ou encore, au XIX^e siècle, de Victor Hugo : « Je n'ai peur que de ceux qui ont peur ». Et n'avons nous rien appris de l'histoire européenne ? N'est-ce pas le choix que les Allemands ont fait en 1933 ?

Or, en voulant remédier au mal par ce choix extrême, on ne fait que l'empirer. On ne fait que mettre en œuvre une spirale de la violence et du rejet qui finit un jour par se retourner contre ceux qui l'ont engagée.

Quant à la menace terroriste, la meilleure manière de lui résister, c'est encore de cultiver notre résistance de l'intime. Lutter contre le terrorisme, dans la vie quotidienne, c'est résister à la peur. C'est tout. C'est tout simplement continuer à vivre normalement. Car avoir peur, c'est se soumettre à la dictature de la haine.

Finalement, Stendhal avait bien raison : « Les peuples n'ont jamais que le degré de liberté qu'ils conquièrent sur la peur ».